

AVIS PUBLIC

DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

Aux personnes intéressées par le second projet de Règlement NO. 309-13 modifiant le Règlement de zonage NO. 309

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. Faisant suite à la consultation publique tenue le 4 avril 2022, le Conseil municipal a adopté le même jour le second projet du **RÈGLEMENT NO. 309-13 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NO. 309** (le « Règlement 309-13 »).
2. Ce second projet de règlement contient une disposition pouvant faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin que le projet de règlement soit soumis à l'approbation de certaines personnes habiles à voter conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*;
3. Cette disposition ayant pour objet :

<u>Disposition réglementaire</u>	<u>Objet de la disposition</u>	<u>Zone(s) concernée(s)</u>
Art. 13	<ul style="list-style-type: none"> • Modification de l'Annexe B du Règlement de zonage NO. 309 par l'ajout, dans la <i>Grille des spécifications</i>, de l'usage 'Commerce de récréation intérieure' à la Zone C12 • Ajout de la norme spéciale suivante dans la même <i>Grille des spécifications</i> à la zone C12: <ul style="list-style-type: none"> • Usage spécifiquement exclu – (1) Danseurs nus ; 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Zone touchée</u> : C12 • <u>Zone contiguë</u> : AF23, AF26, EX5, ID15, ID16, RC3, RE5, R12.

peut faire l'objet d'une telle demande.

4. La demande peut provenir de la zone C-12 et de toute zone contiguë à celle-ci, et vise à ce que le règlement 309-13 soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de cette zone, ainsi que de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande.
5. Pour être valide, toute demande doit :
 - a) indiquer clairement la disposition qui fait l'objet de la demande;
 - b) indiquer la zone d'où provient la demande ;
 - c) mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite ;
 - d) être reçu au bureau de la municipalité au plus tard le 8^{ième} jour suivant celui où est publié l'avis prévue;
6. Les personnes intéressées d'une zone sont toutes personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire de la municipalité ou, selon le cas, de la zone d'où une demande peut provenir. Les personnes intéressées doivent, à la date de référence, soit la date de l'adoption du second projet de règlement soit le 4 avril 2022:
 - a) être une personne physique domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande et, depuis au moins six (6) mois, au Québec;
 - b) être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle;
 - c) ne pas avoir été déclarée coupable, dans les cinq (5) ans précédents la présente date de référence, d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse;

OU

- a) être une personne physique ou morale qui, depuis au moins douze (12) mois, est :
 - i. propriétaire unique d'un immeuble, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale*, situé dans une zone d'où une demande peut provenir, à la condition de ne pas être domiciliée dans cette zone ;
 - ii. occupante unique d'un établissement d'entreprise, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale*, situé dans une zone d'où une demande peut provenir, à la condition de ne pas être domiciliée ni propriétaire unique d'un immeuble situé dans cette zone ;

- iii. copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupante d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où une demande peut provenir, à la condition d'avoir été désignée au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants ;
- iv. Dans le cas de la personne physique, majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être sous curatelle ;

Condition supplémentaire aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux cooccupants d'un lieu d'affaires : être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Condition supplémentaire au droit de signer une demande par une personne morale : avoir désigné, parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, à la date de l'adoption du second projet de règlement, est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter selon l'article 524 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*. Cette résolution doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Cas particulier d'un travailleur ou étudiant ayant quitté temporairement son domicile:

La personne qui quitte temporairement son domicile pour travailler ou étudier sur le territoire d'une autre municipalité peut être considérée comme domiciliée soit sur le territoire où se trouve son domicile réel, soit sur celui où elle réside aux fins de son travail ou de ses études.

Cas particulier d'une personne hébergée dans un établissement spécialisé :

La personne qui est hébergée dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)* ou qui exploite un centre hospitalier ou un centre d'accueil au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5)* peut être considérée comme domiciliée soit à son domicile réel, soit à cette installation ou à ce centre.

7. Une illustration des zones pertinentes en l'espèce se retrouve annexée (Annexe I) au présent avis et fait partie intégrante de celui-ci.
8. Les dispositions de ce second projet de règlement n'ayant fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.
9. Le second projet du Règlement NO. 309-13 peut être consulté à l'hôtel de ville au 505, rue Frontière, Local 3, Hemmingford, Québec J0L 1H0 les lundi et mercredi à 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00 .

Municipalité de Canton de Hemmingford, ce 6 avril 2022

****CARTE EN ANNEXE AU RECTO****


Sylvie Dubuc
Directrice générale et Secrétaire-trésorière

**PUBLIC NOTICE
REQUEST TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM**

To persons interested in the second draft of By-law No. 309-13 amending Zoning By-law No. 309

PUBLIC NOTICE is given of the following:

1. Following the public consultation held on April 4, 2022, the Municipal Council on the same day adopted the second draft of BY-LAW No. 309-13 AMENDING ZONING BY-LAW No. 309 ("By-law 309-13").
2. This second draft by-law contains a provision that may be subject to an application by interested persons to have the draft by-law submitted to certain qualified voters for approval pursuant to the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities (chapter E-2.2)*;
3. The purpose of this provision is to:

<u>By-law article</u>	<u>Object of the article</u>	<u>Zone(s) concerned</u>
Art. 13	<ul style="list-style-type: none"> Amendment to Annex B of Zoning By-law No. 309 by adding in the Specifications Grid the use 'Indoor Recreation Business' to Zone C12 Adding the following special condition to the same Specifications Grid in Zone C12: <ul style="list-style-type: none"> Specifically excluded use : - (1) Nude Dancers; 	<ul style="list-style-type: none"> <u>Concerned zone:</u> C12 <u>Contiguous zones:</u> AF23, AF26, EX5, ID15, ID16, RC3, RE5, R12.

may be the subject of such an application.

- The application may originate in zone C-12 and/or any zone contiguous thereto, and seeks approval of By-law 309-13 by the qualified voters of that zone, as well as those of any contiguous zone from which an application originates.
- To be valid, an application must:
 - clearly identify the provision that is the subject of the application
 - identify the area from which the application originates;
 - state the area in respect of which the application is made;
 - be received at the office of the municipality on or before the 8th day after the day on which the notice is published;
- Interested persons in a zone are all qualified voters entitled to be registered on the referendum list of the municipality or, as the case may be, of the zone from which an application may originate. Interested persons must, on the reference date, which is the date of adoption of the second draft by-law, i.e. April 4, 2022
 - be a natural person domiciled in a zone from which an application may originate and, for at least six (6) months, in Quebec;
 - be of full age, a Canadian citizen and not under curatorship;
 - not have been convicted, in the five (5) years preceding the present reference date, of an offence constituting a corrupt electoral practice;

OR

- be a person or corporation who, for at least twelve (12) months, has been:
 - sole owner of an immovable, as defined in the Municipal Taxation Act, located in a zone from which an application may originate, provided that he or she is not domiciled in that zone;
 - sole occupant of a business establishment, within the meaning of the Act respecting municipal taxation, located in a zone from which an application may be made, provided that he or she is not domiciled or a sole owner of an immovable located in that zone;
 - a undivided co-owner of an immovable or a co-occupant of a commercial establishment located in an area from which an application may be made, provided that the co-owner or co-occupant is designated by a power of attorney signed by a majority of the co-owners or co-occupants;
 - In the case of a natural person, of full age, a Canadian citizen and not under curatorship;

Additional condition for undivided co-owners of an immovable and co-occupants of a place of business: to be designated, by means of a power of attorney signed by the majority of the co-owners or co-occupants, as the person entitled to sign the application on their behalf and to be entered on the referendum list if applicable. This power of attorney must be filed before or at the same time as the application.

An additional condition to the right to sign an application by a corporation: the corporation must have designated, by resolution, one of its members, directors and employees who, on the date of the adoption of the second draft by-law, is of full age, a Canadian citizen, not under curatorship and not disqualified from voting under section 524 of the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities* (chapter E-2.2). This resolution must be filed before or at the same time as the application.

Special case of a worker or student who has temporarily left his domicile:

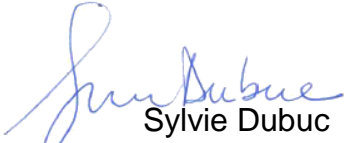
A person who temporarily leaves his or her domicile to work or study in the territory of another municipality may be considered as domiciled either in the territory where his or her actual domicile is located or in the territory where he or she resides for the purposes of his or her work or studies.

Special case of a person living in a specialized establishment:

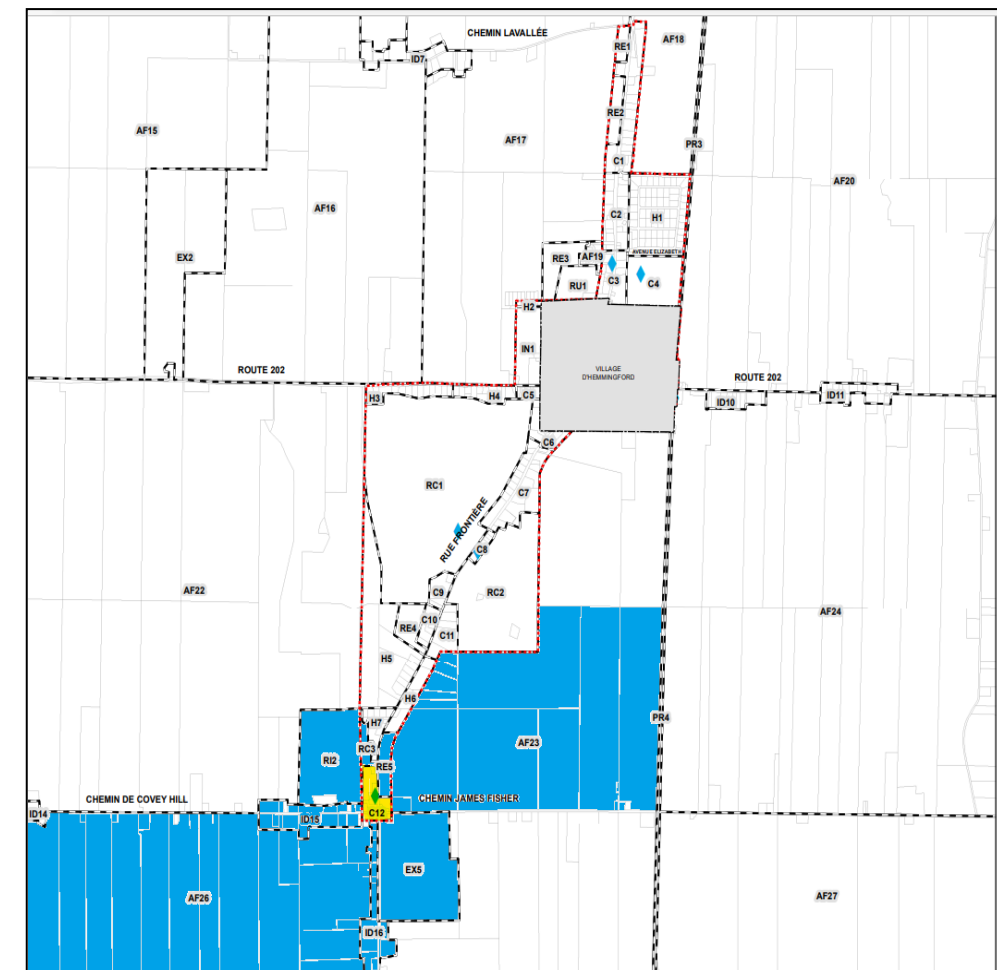
A person who is lodged in a facility maintained by an institution that operates a hospital center, a residential and long-term care center or a rehabilitation center within the meaning of the *Act Respecting Health Services and Social Services* (chapter S-4.2) or that operates a hospital center or a reception center within the meaning of the *Act Respecting Health Services and Social Services for Cree Native Persons* (chapter S-5) may be considered to be domiciled either at his or her actual domicile or at that facility or center.

- An illustration of the zones relevant to the present case is attached (Annex I) to this notice and forms an integral part of it.
- The provisions of this second draft by-law for which no valid application has been made may be included in a by-law that does not require the approval of those entitled to vote.
- The second draft of By-law No. 309-13 may be consulted at the Town Hall at 505 Frontier Street, Local 3, Hemmingford, Quebec J0L 1H0 on Mondays and Wednesdays from 9:00 a.m. to 12:00 p.m. and from 1:00 p.m. to 4:00 p.m.

Municipality of the Township of Hemmingford, this 6th day of April 2022


Sylvie Dubuc
DG & Secretary-treasurer

ANNEXE I – Description des zones visées / ANNEX I – Concernred zones



* En jaune se trouve la zone C12 / Zone C12 in yellow.

** En bleu les zones contiguës / Adjacent zones in blue